Biarritz (64) : le Canon français accuse l’État de lui faire payer la police pour contenir les militants d’extrême gauche menaçant son banquet

21/10/2026 à 0h01



Le Canon français dénonce une demande de prise en charge du dispositif policier prévu face aux opposants à son prochain banquet à Biarritz. Les organisateurs affirment avoir reçu un courrier du commissariat, agissant sur instruction du sous-préfet, leur réclamant de financer l’encadrement d’un rassemblement susceptible, selon leur récit, de dégénérer.

Dans leur publication sur X, ils s’indignent de devoir supporter les frais liés aux menaces visant leur événement. Ils rappellent financer déjà une sécurité privée pour contrôler les accès et assurer le bon déroulement de leurs banquets, tout en acquittant des impôts destinés notamment à financer la protection des citoyens.

> *« Il faut maintenant payer l’État EN PLUS pour que la police fasse son travail ?! »*

Le Canon français, sur X

Le banquet est prévu le **28 novembre à la halle d'Iraty**. La mobilisation contre sa tenue est notamment relayée dans les réseaux antifascistes de l'extrême gauche : le site militant La Grappe diffuse un appel à une mobilisation antifasciste contre l'événement. Les organisateurs du banquet dénoncent, de leur côté, des groupes menaçants qu'ils surnomment les « antifêtes ».

Dès le 19 octobre, Mediabask rapportait que les opposants, reçus le 15 octobre par le sous-préfet de Bayonne, annonçaient eux aussi une facturation du dispositif policier à l'organisateur. Selon leur récit, un devis devait lui être adressé, pouvant peser sur le maintien de l'événement. Le collectif appelle à obtenir son annulation et à se mobiliser aux abords du site.

Le courrier évoqué n'a pas pu être consulté : le montant et le périmètre exact des prestations qui seraient facturées restent donc à confirmer.

Sources : Le Canon français sur X ; Mediabask, 19 octobre 2026 ; La Grappe.